

Le Bloc-notes de Bernard Langlois

POLITIS n° 879, 8 décembre 2005

Retour à l'école / Le primaire d'abord / Faire
« moderne » / Les mots / La faute à Mérieu / Constat et
responsabilités

Lu la semaine dernière, dans les pages « courrier » de *Politis*, cette lettre d'une lectrice (Mme Denis, Paris XIIe) qui se déclare « *un peu déçue* » par un récent bloc-notes qui traitait de la flambée de violence dans les banlieues : « *Rien, dit-elle, sur le crucial problème de l'éducation. Qu'avons-nous fait avec l'école, premier lieu où l'enfant devrait pouvoir se structurer autrement qu'en consommateur ? [...] Rien ne changera fondamentalement tant que l'on laissera tout le système scolaire glisser dans la prétendue nécessité de la rentabilité. [...] Nous avons besoin que tout l'espace scolaire, du primaire jusqu'aux facs, redevienne le lieu où l'on apprend à l'enfant, quelles que soient sa peau et son origine, à devenir un adulte conscient qui maîtrise sa pensée.* » Fort bien.

Cette semaine, donc, retour à l'école.

Et d'autant plus volontiers que j'ai reçu aussi, en direct cette fois, une longue lettre sur le même sujet, et soulignant le même manque (« *un élément fait défaut dans le tableau de votre analyse...* »), d'un autre lecteur, celui-ci des Alpes-Maritimes, M. Henri Lieutaud, qui est retraité de l'enseignement supérieur. Son analyse me paraît d'une grande pertinence et relevant de ce « *sens commun* » cher à George Orwell et à sa « *common decency* ». C'est son point de vue, que je partage très largement, qui va alimenter la présente chronique. Qu'il en soit remercié.

Le primaire d'abord

Que dit notre lecteur ? D'abord ceci, qu'on ne peut tout mettre sur le dos de l'idéologie libérale, fondée sur les exigences et les ordres du « *tout-marché* » (ce qui ne veut pas dire qu'on la dédouane de ses responsabilités, ni qu'on approuve son emprise totalitaire sur tous les secteurs de notre société, l'école entre autres). Mais, pour lui, le problème est d'abord ailleurs : c'est celui de l'échec scolaire.

Et cet échec doit s'analyser à partir de sa racine : non le collège, mais l'école primaire. « *D'où vient une telle débâcle de notre système éducatif ? La cause en est très simple, estime M. Lieutaud, mais c'est le secret le mieux gardé de l'Éducation nationale, et de nos politiques, droite et gauche confondus.* » Et il cite un passage d'un livre récent (1) qui dit : « *Des années durant, on a seriné comme un axiome que le collège était le maillon faible du système éducatif. C'est bien sûr une idée fausse. Comme toutes les idées reçues, soigneusement mise en place pour dissimuler la carence organisée de l'école primaire.* » C'est dès les bancs de la communale que tout se joue, comment le nier ? Or, depuis, disons, une bonne trentaine d'années, les années post-soixante-huit, celle-ci ne remplit plus son rôle. Le même auteur affirme que « *tout le monde le sait les instituteurs les premiers bien peu le disent* ». Vous sortiez autrefois de CM2 en sachant lire, écrire, compter. Et avec une bonne connaissance basique de l'histoire de France et de sa géographie, prêt à affronter la sixième (à condition d'en réussir l'examen d'entrée, qu'on a bien légèrement supprimé), et ces *terra incognita* des études secondaires, avec (si mes souvenirs sont bons !) un mélange de crainte et d'excitation joyeuse.

Qu'allait-on découvrir de tout neuf ?

Faire « moderne »

Les enfants qui entrent aujourd'hui en sixième seraient, pour beaucoup d'entre eux, recalés à l'examen d'entrée d'autrefois. Pour insuffisance de maîtrise des fondamentaux. Et le collège ne peut plus être que ce parking désolant, ce lieu de gardiennage où l'adolescent finit de se dégoûter d'un « savoir » qu'on tente de lui faire ingurgiter sans qu'il soit en capacité d'y trouver un sens.

« *Depuis longtemps, dit encore notre lecteur, le taux d'illettrisme est en constante augmentation [...] et se retrouve jusqu'au bac, et même jusqu'en faculté.* » Or, « *le français, en tant qu'apprentissage de la langue, n'est pas une matière comme les autres, pour la bonne raison que la bonne connaissance du français est nécessaire à l'apprentissage de toutes les autres matières* ». Là encore, élémentaire mon cher Watson... Mais pourquoi cette carence (évidente, et qu'on enrage de repérer jusque dans les fautes grossières des présentateurs de télévision, par exemple) ? La réponse est connue : la « *méthode globale* », cette invention géniale du dernier demi-siècle aux effets « *désastreux, sauf pour les orthophonistes, qui ont vu leur clientèle exploser avec un afflux exponentiel d'élèves prétendument dyslexiques* » (notre professeur a écrit : « *soi-disant dyslexiques* », j'ai corrigé en « *prétendument* », ce qui me paraît du meilleur français : ce ne sont pas les élèves qui se disent, mais leurs maîtres, leurs parents, les autres, quoi, qui les disent dyslexiques). Bref, « *pour faire "moderne", on jeta aux orties les remarquables méthodes d'apprentissage de la lecture dites "syllabiques", élaborées empiriquement par les vaillants instituteurs de l'école de Jules Ferry* », en même temps qu'on introduisait « le

structuralisme formaliste en littérature, les "ensembles" dans les mathématiques dites "modernes", et la synchronicité ou la "transversalité" en histoire, reléguant aux oubliettes l'histoire chronologique ».

Et voilà pourquoi votre fille est ignare, votre fils d'une nullité crasse. Mais il me semble que c'est un constat (la faillite de la méthode globale) aujourd'hui assez communément admis. On vient d'ailleurs officiellement de la supprimer, si j'ai bien compris.

Les mots

Bien sûr, il faut nuancer. Ce que fait d'ailleurs notre correspondant, qui distingue les familles françaises « *de souche* », où les parents corrigent à la maison (et à l'ancienne) les mauvaises manières de l'école (là, les dégâts sont limités), des « *enfants dont les parents immigrés parlent un français approximatif, qui souvent ne savent ni lire ni écrire* » (et à qui) « *cette aide indispensable fait cruellement défaut* ». Comment ne pas être d'accord ?

(Voilà, du reste, ce qui rend parfaitement injustes les accusations qu'on a lancées contre ces parents-là après les nuits d'émeutes : comment ne seraient-ils pas et que dire des mères seules ! débordés par leur progéniture, ces lascars souvent plus costauds qu'eux sur lesquels ils n'ont aucune prise ? Qu'importe, on va leur supprimer les alloc, c'est sûrement ce qui va améliorer les choses !) Mais reprenons le fil du discours de notre lecteur : « *Ce handicap est à ce moment-là irrattrapable. Vers 13, 14, 15 ans, l'enfant des cités se rend compte qu'il est définitivement "largué", et c'est pour cela qu'il commence à être violent. Il commence à faire parler de lui, plutôt en mal, et c'est à ce moment-là qu'on le remarque. Nos éminents experts en politique de l'éducation en déduisent tous, unanimement, que "le maillon faible", c'est le collège. Et tous les ministres successifs d'apporter au collège réformes sur réformes, qui ne font que détruire le système un peu plus.* »

N'ayant pas appris, dès la petite école, les mots qui leur permettraient d'exprimer leur désarroi, ces jeunes n'ont plus que la violence pour le dire.

La faute à Mérieu

Il me semble qu'à ce stade de la démonstration, nous pourrions être assez largement d'accord. Même s'il se trouve quelques bons esprits pour trouver encore que « *le niveau monte* ».

Mais nous allons maintenant aborder un domaine peut-être moins consensuel : celui du « *pédagogisme* » et des responsables de cette situation. Mon correspondant nous met en quelque sorte au défi : « *Politis* aurait-il le courage de faire face à ce problème de la pensée éducationnelle de gauche, quitte à se fâcher avec pas mal de ses lecteurs ? » Le courage, certainement. La compétence, c'est autre chose. Personnellement, en tout cas, je ne suis pas

suffisamment au fait des arcanes de l'Éducation nationale pour délivrer des avis aussi tranchés que les siens. On va donc se borner à vous les transmettre, quitte à ouvrir un débat, voire une polémique (on n'a rien contre). Qu'on en juge, M. Lieutaud (homme du sérail, je le rappelle, et homme de gauche aussi, ce n'est pas douteux) formule les siens avec le ton du réquisitoire : « *La destruction systématique de notre système scolaire n'est pas due à la droite, mais à la pensée de gauche, aux gouvernements de gauche, FSU, Snes et Sni devenu Snuip. Si bien que Le professeur Philippe Mérieu, qui a été le grand pape de toutes les réformes "pédagogistes" depuis vingt ans, me semble porter une responsabilité plus lourde encore que celle de Nicolas Sarkozy.* » Diable ! Et le pourquoi de cette gourance générale des ministres et syndicats d'enseignants ? « *D'abord, parce que les instituteurs (pardon, les professeurs des écoles) constituent les gros bataillons de la FSU, et qu'aucun dirigeant de la FSU n'osera émettre la moindre critique par rapport aux revendications du Snuip. Par ailleurs, les instituteurs se sont toujours sentis déconsidérés par rapport à leurs collègues du secondaire. Pour compenser leur niveau de qualification resté longtemps inférieur dans les disciplines fondamentales, il fallait trouver un élément de supériorité qui rétablisse l'équilibre. Cette potion magique, ce fut la "pédagogie". Leurs chers collègues du secondaire étaient peut-être savants, mais ils n'étaient pas "pédagogues".* » D'où les disciplines dites « d'éveil », venues mordre l'espace autrefois réservé aux disciplines fondamentales comme le français ou les maths, « *pour rendre l'école plus "ludique", car certains pédagogues avaient décrété, on ne sait pourquoi, que, jusque-là, on s'y ennuyait ferme* ».

Autrement dit, s'ils sont tombés par terre, c'est la faute à Allègre (mais encore Savary, Jospin, Lang, etc.) ; le nez dans le ruisseau, c'est la faute à Mérieu.

Constat et responsabilités

Voilà. Il y a un constat : la faillite de l'enseignement de premier degré dans toutes les matières de base (français, maths, histoire-géo) qui permettaient ensuite de suivre sans trop de problème dans les niveaux supérieurs. Faillite surtout retentissante dans les milieux défavorisés, où les parents n'ont pas les moyens d'accompagner leurs gamins, et au besoin de corriger les aspects abscons des méthodes modernes.

S'il ne faut pas non plus idéaliser l'école à l'ancienne (et pour rebondir sur une autre polémique dans l'air du temps), je n'ai pas le souvenir, en ce qui me concerne, qu'on y ait beaucoup insisté sur le fait que ce salopard de Napoléon avait rétabli l'esclavage et massacré des dizaines de milliers de Noirs antillais (je vous renvoie, sur ce chapitre, au très instructif et très démystifiant ouvrage de Claude Ribbe (2)) ; du moins, grâce à l'apprentissage chronologique de l'histoire, je sais de source sûre que ce M. Bonaparte n'était pas le fils de Charlemagne, ni le mari de Jeanne d'Arc, qu'il n'avait pas repoussé les

Prussiens à Poitiers, ni inventé la machine à vapeur en brûlant son mobilier dans la baignoire à sabot de Charlotte Corday, en chantant, comme M. Frêche, « *c'est nous les Africains, qui revenons de loin* ». C'est déjà ça.

Sur le constat, donc, je suis très largement d'accord avec mon correspondant. Comme je le suis aussi sur cet autre, quand il dénonce le fait que ce sont les enseignants les plus jeunes et les moins expérimentés qu'on envoie au casse-pipe dans les collèges difficiles (ce qui n'est guère mieux que de refiler le dossier d'Outreau à un blanc-bec tout juste sorti de l'école de magistrature), et que ceux-ci n'ont « *qu'une idée en tête, partir, le plus vite possible, avant la dépression nerveuse* ».

Quant aux responsabilités des distingués pédagoges, de la bonzerie syndicale, et des ministres de tous bords qui balisent devant elle je le dis tout bas, ne le répétez pas, je ne suis pas sûr qu'il ait tort. Mais je n'affirme rien, pour cause d'incompétence. Merci encore à lui en tout cas d'ouvrir ce chaud débat. On devrait en trouver quelque écho dans les prochaines rubriques « *courrier* », non ?

Chère madame Denis, j'avais oublié l'école ? Voilà l'oubli réparé.

(1) *La Fabrique du crétin*, Jean-Paul Brighelli, Jean-Claude Gawsewitch (2005). Notre lecteur note que c'est « écrit dans un style savoureux, mais totalement à côté de la plaque sur le rôle du néolibéralisme ». Il recommande aussi quelques autres ouvrages, comme *Vers une école totalitaire*, de Liliane Lurçat (éditions F.-X. de Guibert, 1998), *Journal d'une institutrice clandestine*, de Rachel Boutonnet (Ramsay, 2003), ou encore *Qui a eu cette idée folle un jour de casser l'école*, de Fanny Cappel (Ramsay, 2004).

(2) *Le Crime de Napoléon*, Privé, 207 p., 18 euros.